

## 11.1 Principaux indicateurs économiques

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes. Elle reprend quelques couleurs dans les pays émergents. La croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de baisse. Dans les économies avancées, la croissance faiblit essentiellement du fait des États-Unis où l'investissement privé connaît un fort ralentissement. La croissance britannique reste allante mais diminue ; celle du Japon se stabilise. Dans la zone euro, la reprise se confirme. En maintenant des taux d'intérêt bas et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, la politique monétaire de la Banque centrale européenne favorise l'investissement des entreprises. Cependant, au sein de la zone, les disparités de croissance demeurent.

En 2016, en France, l'activité progresse de nouveau : en volume, le **produit intérieur brut (PIB)** s'accroît de 1,2 %, après + 1,1 % en 2015. Alors que le **revenu disponible brut des ménages (RDB)** progresse de 1,7 % en valeur, leurs dépenses de consommation finale augmentent de 2,2 %. Leur **taux d'épargne** baisse pour s'établir à 13,9 % en 2016. Le **pouvoir d'achat** du RDB s'améliore, en raison principalement du dynamisme des revenus d'activité et des prestations sociales en espèces. Il connaît sa plus forte hausse (+ 1,8 %) depuis 2007. Les **dépenses de consommation finale des ménages** accélèrent de nouveau (+ 2,3 % en volume, après + 1,4 % en 2015). La consommation des **administrations publiques (APU)** augmente un peu plus vite qu'en 2015 en

volume. L'**investissement** des entreprises accélère en volume pour la quatrième année consécutive (+ 3,6 %, après + 3,1 % en 2015). Au total, l'investissement des entreprises et leur comportement de stockage contribuent à hauteur de + 0,3 point à la croissance du PIB, après + 0,8 point en 2015.

En 2016, les **importations** demeurent très soutenues, tandis que les **exportations** ralentissent nettement, de sorte que la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB se dégrade (- 0,8 point, après - 0,5 point en 2015).

Les dépenses de rémunération versées par les **sociétés non financières (SNF)** à leurs salariés augmentent de 2,3 % en valeur en 2016, soit un rythme similaire à celui de leur **valeur ajoutée** (+ 2,2 %). Alors que l'**excédent brut d'exploitation (EBE)** avait été dynamisé l'année précédente (+ 7,9 %) par la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), il augmente de 2,2 % en 2016, en ligne avec la valeur ajoutée. Ainsi, le **taux de marge** des sociétés non financières s'établit à 31,9 %, comme en 2015, niveau le plus haut enregistré depuis la crise économique de 2008. L'épargne des sociétés non financières progresse plus modérément que l'année précédente (+ 4,5 %). La progression de leur épargne étant presque égale à celle de leur investissement, leur **taux d'autofinancement** est stable en 2016 (+ 0,1 point) et s'établit à 84,7 %. ■

### Définitions

**Pouvoir d'achat** : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

**Taux de marge** : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

**Taux d'investissement** : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

**Administrations publiques (APU), dépense de consommation finale des ménages, excédent brut d'exploitation (EBE), exportations de biens et de services, importations de biens et de services, investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), produit intérieur brut (PIB), revenu disponible brut des ménages (RDB), revenu mixte, sociétés non financières (SNF), taux d'autofinancement, taux d'épargne des ménages, valeur ajoutée** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.
- « Les comptes de la Nation en 2016 – le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.
- « En 2016, le PIB en volume augmente de 1,2 % », *Informations rapides* n° 128, mai 2017.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

# Principaux indicateurs économiques 11.1

## Produit intérieur brut selon 3 approches

en milliards d'euros

	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (r)	2016
<b>Produit intérieur brut (approche production)</b>	2 059,3	2 086,9	2 115,3	2 147,6	2 194,2	2 228,9
Valeur ajoutée brute au prix de base	1 849,5	1 873,5	1 897,9	1 925,1	1 963,3	1 992,3
+ Impôts sur les produits	225,5	230,3	234,6	240,4	250,0	256,7
- Subventions sur les produits	- 15,7	- 16,8	- 17,3	- 17,9	- 19,1	- 20,2
<b>Produit intérieur brut (approche demande)</b>	2 059,3	2 086,9	2 115,3	2 147,6	2 194,2	2 228,9
Dépense de consommation finale	1 634,1	1 659,3	1 683,2	1 701,8	1 727,4	1 759,6
+ Formation brute de capital	478,0	472,6	471,9	488,2	499,9	512,6
+ Exportations de biens et de services	572,6	595,2	605,1	620,9	651,1	652,2
- Importations de biens et de services	- 625,3	- 640,2	- 645,0	- 663,2	- 684,2	- 695,6
<b>Produit intérieur brut (approche revenus)</b>	2 059,3	2 086,9	2 115,3	2 147,6	2 194,2	2 228,9
Rémunération des salariés	1 068,9	1 092,4	1 107,7	1 126,7	1 139,8	1 159,7
+ Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	721,2	718,0	721,7	737,3	769,4	777,4
+ Impôts sur la production et les importations	312,8	321,7	330,8	339,1	349,6	357,7
- Subventions	- 43,7	- 45,2	- 45,0	- 55,5	- 64,6	- 65,9

Note : en euros courants.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

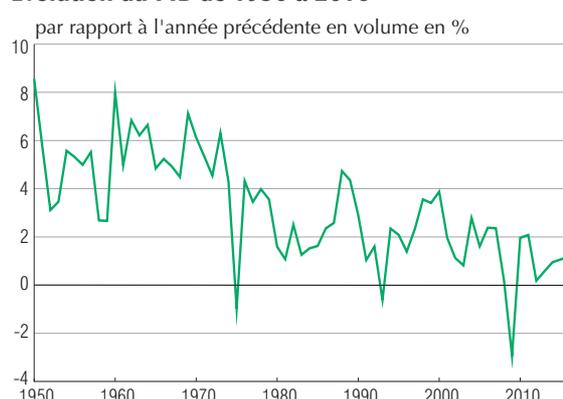
en euros courants par habitant

	2015 (r)	2016
Produit intérieur brut	32 952	33 337
Revenu disponible brut des ménages <sup>1</sup>	20 323	20 595
Dépense de consom. individuelle des ménages	17 429	17 740
Épargne brute des ménages	2 895	2 855
Capacité de financement des ménages	1 013	953

1. Y c. entreprises individuelles.

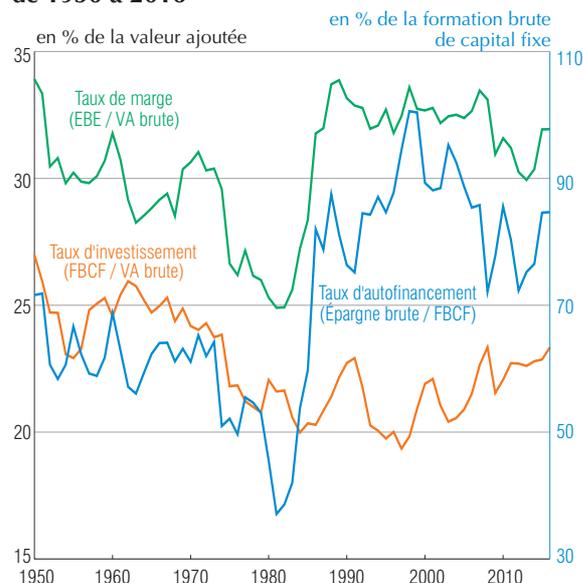
Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Évolution du PIB de 1950 à 2016



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Taux de marge, taux d'investissement et taux d'autofinancement des sociétés non financières de 1950 à 2016



Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## PIB par habitant dans l'UE

en indice base 100 pour l'UE

	2015 (r)	2016		2015 (r)	2016
Allemagne	124	123	Lettonie	64	65
Autriche	128	126	Lituanie	75	75
Belgique	118	118	Luxembourg	269	267
Bulgarie	47	48	Malte	93	95
Chypre	81	81	Pays-Bas	128	128
Croatie	58	59	Pologne	69	69
Danemark	127	125	Portugal	77	77
Espagne	90	92	Rép. tchèque	87	88
Estonie	75	74	Roumanie	57	59
Finlande	109	109	Royaume-Uni	108	108
<b>France</b>	<b>107</b>	<b>105</b>	Slovaquie	77	77
Grèce	68	67	Slovénie	83	83
Hongrie	68	67	Suède	124	124
Irlande	177	177	<b>UE</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Italie	96	96			

Note : les chiffres sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat (extraction du 3 août 2017).

## Avertissement

*Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).*

*Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.*

*Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.*

*Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.*

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

# Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème  
et de la double page

## 11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et  
en couleur sont  
définis plus bas ou  
dans la rubrique  
« Définitions »  
en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-  
page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page  
Toutes les définitions  
sont regroupées dans la  
rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables  
gratuitement pour  
approfondir le sujet  
Adresses des sites  
Internet à retrouver dans  
la rubrique « Adresses  
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>	
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>				
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 805</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
<b>France</b>	<b>0,8</b>	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	<b>Zone euro</b>	<b>1,1</b>
Irlande	-0,2	<b>UE</b>	<b>1,2</b>
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales